



RÉSUMÉ DE LA TROISIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL A COMPOSITION NON LIMITEE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 22-24 MAI 2013

La troisième session du Groupe de travail de l'Assemblée générale de l'ONU (GTCNL) sur les objectifs du développement durable (ODD) s'est déroulée du 22 au 24 mai 2013, au Siège de l'ONU à New York. La réunion a rassemblé les membres du GTCNL, d'autres États membres, des observateurs, des représentants des institutions des Nations Unies et des représentants des grands groupes sociaux. La réunion a été consacrée à l'examen des questions thématiques suivantes: (a) la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, et (b) l'eau et l'assainissement. Le GTCNL est co-présidé par Macharia Kamau, représentant permanent du Kenya, et Csaba Körösi, représentante permanente de la Hongrie.

Le co-président Kamau a ouvert la session, mercredi matin, soulignant que les thèmes de discussion sont essentiels à la survie humaine. Il a déclaré que le nouveau programme de développement doit porter sur le travail inachevé des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le compléter, en insistant sur la nécessité d'en maintenir la dynamique, ainsi que l'engagement et l'enthousiasme en sa faveur. Durant les trois jours de la réunion, les participants ont entendu des déclarations et des exposés d'experts et ont eu l'occasion de participer à un échange de vues interactif sur les deux ensembles des questions inscrites à l'ordre du jour.

Après avoir résumé la séance de vendredi après-midi, le coprésident Körösi a souligné la nécessité d'une vision commune pour l'avenir, visant à un changement permettant l'éradication de la pauvreté et le développement humain. Il a fait état d'une atmosphère positive, avec des participants explorant les défis à relever, identifiant conjointement leurs interconnexions, et déterminant et hiérarchisant les questions à examiner.

BREF HISTORIQUE DU GTCNL

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, (CNUDD ou Rio+20), a eu lieu à Rio de Janeiro, au Brésil en juin 2012. La CNUDD a marqué le 20^e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui avait eu lieu à Rio de Janeiro en 1992. Rio+20 était chargé d'obtenir un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, d'évaluer les progrès accomplis et de déterminer les lacunes dans la concrétisation des engagements convenus, ainsi que les mesures permettant de relever les défis nouveaux et émergents. La conférence et ses réunions connexes ont eu lieu du 13 au 22 juin 2012.

Au cours de leurs dix jours de réunion à Rio, les délégations gouvernementales ont conclu les négociations sur le document final de la Conférence, intitulé *«L'avenir que nous voulons»*. Entre autres initiatives auxquelles appelle *L'avenir que nous voulons*, la mise en place d'un processus intergouvernemental inclusif et transparent sur les ODD, pour l'élaboration des ODD mondiaux devant être adoptés par l'Assemblée générale

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GTCNL	1
Compte-rendu de la GTCNL-3	3
Sécurité alimentaire et nutrition, agriculture durable, désertification, dégradation des terres et sécheresse ...	3
L'eau et l'assainissement	9
Le résumé des discussions et les déclarations de clôture	14
Breve analyse de la GTCNL-3	15
Réunions à venir	16
Glossaire	17



des Nations Unies (AGNU). Le document final précise qu'un GTCNL comprenant 30 représentants, doit être désigné par les États membres, au plus tard, à l'ouverture de la 67^{ème} session de l'AGNU, et que ces représentants doivent être issus des cinq groupes régionaux de l'ONU, afin d'avoir une représentation géographique équitable et équilibrée. Il y est noté aussi que le GTCNL décidera de sa méthode de travail, y compris l'élaboration de modalités assurant la pleine participation des parties prenantes et expertise pertinentes de la société civile, de la communauté scientifique et du système des Nations Unies, et qu'il soumettra à la 68^{ème} session de l'AGNU, un rapport contenant une proposition concernant les ODD, pour considération et action appropriée. Le document final souligne, notamment:

- l'importance de rester fermement attaché à la réalisation complète et rapide des OMD et au respect de tous les principes de Rio, en tenant compte des différentes situations, capacités et priorités nationales;
- que les ODD doivent être orientés vers l'action, concis et faciles à communiquer, en nombre limité, ambitieux, de caractère mondial et universellement applicable à tous les pays, et axés sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus examinant le programme de développement de l'après-2015, et de recevoir de premières contributions, de la part du Secrétaire général en consultation avec les gouvernements nationaux;
- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, avec les cibles atteintes et les indicateurs utilisés, tout en tenant compte des différentes circonstances, capacités et niveaux de développement nationaux; et
- l'importance d'une information mondiale, intégrée et scientifiquement fondée sur le développement durable, et de l'appui aux commissions économiques régionales dans la collecte et la compilation des contributions nationales destinées à éclairer cet effort mondial.

L'Assemblée générale a approuvé *L'avenir que nous voulons* dans la résolution 66/288 du 30 novembre 2012.

MANIFESTATION SPECIALE DE L'AGNU SOUS LE TITRE DE « CONCEPTUALISATION D'UN ENSEMBLE D'OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE »: Le 16 octobre 2012, le deuxième Comité de l'AGNU a organisé, au siège de l'ONU à New York, une manifestation spéciale consacrée au thème « Conceptualisation d'un ensemble d'objectifs de développement durable ». L'événement a fourni aux participants une première occasion de discuter de la façon dont les ODD pourraient s'appuyer sur les OMD, ainsi que des éléments éventuels des caractéristiques et de l'architecture des ODD.

PREMIERES CONTRIBUTIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES ODD: Le 17 décembre 2012, le Secrétaire général a publié ses premières contributions au GTCNL (A/67/634). Le rapport propose une synthèse des commentaires et observations reçus en réponse à un questionnaire envoyé aux États membres en septembre 2012. Il comprend les points de vue des États membres sur: les domaines prioritaires des ODD; l'établissement d'un équilibre

entre les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable; la principale utilisation des ODD au niveau des pays; la détermination des objectifs nationaux devant figurer comme objectifs mondiaux, applicables à l'échelle universelle; l'intégration des buts et objectifs existants, en veillant à la cohérence avec programme de développement de la période post-2015; l'évaluation des progrès accomplis; l'engagement de toutes les parties prenantes; les principes régissant les ODD; et, un nouveau partenariat mondial pour le développement.

RESOLUTION 67/203 DE L'AGNU: Le 21 décembre 2012, l'AGNU a adopté la Résolution 67/203 qui appelle le GTCNL sur les ODD à présenter un rapport à l'Assemblée dans la première partie de sa 68^e session et, de préférence, avant la première réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN), qui remplacera la Commission du développement durable. La résolution appelle également le GTCNL à présenter, régulièrement, un rapport sur l'état d'avancement de ses travaux, en tenant compte de la tenue du premier FPHN et de la réunion spéciale de l'AGNU consacrée au suivi des efforts déployés en vue d'atteindre les OMD.

DECISION DE L'AGNU CONCERNANT LE GTCNL (67/555): Le 22 janvier 2013, l'AGNU a adopté une décision établissant la composition du GTCNL et l'adhésion allouée aux cinq groupes régionaux de l'ONU. Selon l'annexe de la décision, six sièges sont occupés par des pays, à titre individuel: le Bénin, le Congo, le Ghana, la Hongrie, le Kenya et la Tanzanie. Neuf sièges sont occupés par des paires de pays comme suit: Bahamas / Barbade; Belarus / Serbie, Brésil / Nicaragua, Bulgarie / Croatie, Colombie / Guatemala, Mexique / Pérou, Monténégro / Slovénie, Pologne / Roumanie et Zambie / Zimbabwe. Quatorze sièges sont occupés par des trios de pays, comme suit: Argentine / Bolivie / Equateur; Australie / Pays-Bas / Royaume-Uni; Bangladesh / République de Corée / Arabie saoudite; Bhoutan / Thaïlande / Vietnam; Canada / Israël / Etats-Unis; Danemark / Irlande / Norvège; France / Allemagne / Suisse; Italie / Espagne / Turquie; Chine / Indonésie / Kazakhstan; Chypre / Singapour / Emirats Arabes Unis; Guyane / Haïti / Trinité-et-Tobago; Inde / Pakistan / Sri Lanka; Iran / Japon / Népal; et Nauru / Palau / Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un siège est partagé par quatre pays: Algérie / Egypte / Maroc / Tunisie.

CONSULTATIONS OFFICIEUSES EN PREPARATION DE LA PREMIERE SESSION DU GTCNL: Des consultations informelles ont été menées du 6 au 12 mars 2013, sur le programme de travail, les dispositions éventuelles et les méthodes de travail provisoires de la première session du GTCNL.

PREMIERE SESSION DU GTCNL: La GTCNL-1 a eu lieu les 14 et 15 mars 2013 au siège de l'ONU à New York. Lors de la réunion qui a englobé des déclarations des États membres et un débat interactif sur le thème « Conceptualisation des ODD », les participants ont échangé leurs premières vues sur le processus et la substance du cadre des ODD.

RÉUNION D'EXPERTS SUR LA SCIENCE ET LES ODD: Organisée conjointement par le Département des affaires économiques et sociales (DESA), le Conseil international pour la science, et le Conseil international des sciences sociales, la

réunion du Groupe d'experts sur la science et les ODD, a eu lieu les 20 au 21 mars 2013, au siège de l'ONU à New York. Les participants y ont discuté de la nécessité de rendre la science plus accessible aux décideurs et au grand public, de l'importance de nouvelles formes de gouvernance capables de répondre de manière adéquate aux preuves et phénomènes scientifiques, ainsi qu'à l'innovation scientifique et au renforcement des capacités dans les pays en développement.

CONSULTATIONS OFFICIEUSES SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LE GTCNL: Des Consultations officieuses sur le programme de travail du GTCNL ont eu lieu le 5 Avril 2013. Les délégués y ont examiné, entre autres, les voies permettant de déterminer les domaines thématiques et de les grouper de manière appropriée pour discussion; l'importance de l'éradication de la pauvreté en tant que problème mondial; et la façon de documenter chaque réunion du GTCNL.

DEUXIEME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-2 a eu lieu du 17 au 19 avril 2013 au siège de l'ONU à New York. Les discussions y ont porté sur la conceptualisation des ODD et du processus des ODD, ainsi que sur l'éradication de la pauvreté. Les délégués se sont concentrés sur le cadre mondial de l'éradication de la pauvreté et du développement durable et sur les questions intersectorielles, notamment, la gouvernance, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les droits humains et les approches fondées sur les droits et les moyens de mise en œuvre. Les délégués y ont également discuté du programme de travail pour l'exercice 2013-2014 et pour la GTCNL-3 et la GTCNL-4.

COMPTE-RENDU DE LA GTCNL-3

La troisième session du GTCNL s'est réunie le mercredi 22 mai 2013. Le coprésident du GTCNL, Macharia Kamau, a souligné que les questions à débattre au cours de cette session, sont essentiels à la survie humaine. Il a déclaré que le nouveau programme de développement doit porter sur et compléter le travail inachevé de la réalisation des OMD, soulignant la nécessité d'en maintenir la dynamique, l'engagement et l'enthousiasme. Affirmant que les questions soumises à l'examen offraient des possibilités d'apprentissage, il a indiqué que le travail du groupe doit s'appuyer sur les objectifs et engagements existants, et que les résultats doivent être cohérents et complémentaires.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION, AGRICULTURE DURABLE, DÉSSERTIFICATION, DÉGRADATION DES TERRES ET SÉCHERESSE

Dans son allocution d'ouverture, Maria Helena Semedo, sous-directrice générale, Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), s'est concentrée sur trois principaux messages: la capacité de mettre fin à la faim, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition de manière durable, d'ici 2025; la nécessité de construire des écosystèmes sains et dynamiques qui sont mieux en mesure de faire face aux perturbations et aux chocs; et l'importance de l'investissement dans les « agents du changement », comme les femmes, les petits agriculteurs, les travailleurs ruraux et les populations autochtones. Elle a souligné que la réalisation de la sécurité

alimentaire et la nutrition doit être au cœur des ODD, car ces facteurs sont des conditions préalables au développement durable. Pour la stimulation de la croissance inclusive et de la réduction de la pauvreté dans les zones rurales, Semedo a souligné la nécessité de soutenir les investissements des petits agriculteurs. Reconnaissant l'interdépendance de ces défis, Semedo a déclaré qu'ils sont trop gros pour qu'un gouvernement ou une organisation soit en mesure de s'y attaquer à lui ou elle seul (e).

Amir Abdulla, Programme alimentaire mondial (PAM), a présenté le document de l'équipe de soutien technique des Nations Unies (EST) sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le monde produisant plus qu'assez de nourriture, a-t-il souligné, la faim peut être terminée au cours de cette génération. Il a appelé à l'amélioration de la nutrition au cours de 1000 « premiers jours » d'une personne - les neuf mois dans l'utérus et les deux premières années. Il a indiqué que l'autonomisation des femmes est en corrélation avec l'amélioration de la nutrition et d'autres gains. Abdulla a également mis l'accent sur les décalages au niveau de l'accès, suggérant qu'il est inutile de produire davantage de nourriture si les gens ne peuvent pas y accéder. Enfin, il a déclaré que la vision Défi Faim Zéro du Secrétaire général, doit être transformée en un objectif à atteindre.

Carlos Seré, Fonds international pour le développement agricole (FIDA), a présenté le document de l'EST sur l'agriculture durable. Il a parlé de la possibilité d'un programme favorisant une transition vers une agriculture durable qui, selon lui devrait conduire à des améliorations, notamment, dans: la productivité et l'utilisation des ressources; le revenu des ménages; les écosystèmes sains, productifs et durables; la distribution et la qualité de la nourriture; le gaspillage post-récolte; et la résilience des systèmes de production alimentaire. Il a déclaré que les politiques commerciales doivent répondre aux préoccupations de sécurité alimentaire, et a appelé à l'élimination des politiques qui incitent à une utilisation non durable des ressources naturelles. Seré a recommandé que le cadre des ODD: reconnaisse le rôle de l'agriculture durable en tant que moteur de l'éradication de la pauvreté et du développement durable; fournisse aux parties prenantes une plate-forme pour la détermination d'objectifs communs autour de l'agriculture durable; articule les liens entre l'agriculture durable, la lutte contre la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition et d'autres objectifs; et favorise une approche intégrée, éventuellement à travers un objectif portant sur l'agriculture durable, assorti d'indicateurs pour la question de l'eau et d'autres questions.

Le secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD), Luc Gnacadja, a présenté le document de l'EST sur la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse (DESS). Soulignant la corrélation entre la pauvreté, la dégradation des terres et d'autres priorités de développement, il a signalé que le pourcentage des terres dégradées de la planète est passé de 15% en 1991 à 24% en 2008, pour un coût de 5% du produit intérieur brut (PIB) mondial. Soulignant la nécessité d'un monde sans effets sur la dégradation des sols, il a proposé un ODD visant à atteindre: dégradation des terres zéro, d'ici 2030; dégradation des forêts zéro, d'ici 2030; et des politiques et mesures de préparation à la sécheresse mises

en place dans tous les pays sujets à la sécheresse, d'ici 2020. Il a indiqué que l'intendance des terres doit être au premier plan, dans les ODD, affirmant que « l'amélioration des sols n'importe où, augmente la vie partout dans le monde. »

ECHANGE DE VUES GENERAL INTERACTIF:

Fidji, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a souligné que l'agriculture est le secteur le plus important dans de nombreux pays en développement, mais qu'il est souvent lésé par les subventions et les distorsions du marché. Il a encouragé l'accroissement du financement, du transfert de technologies, du renforcement des capacités et de l'amélioration de l'accès aux marchés pour les agriculteurs des pays en développement, ainsi que de meilleurs marchés des produits de base réglementés, pour inciter à des pratiques agricoles durables. Il a déclaré que l'ODD portant sur DESS, doit s'attaquer aux causes de ces conditions et trouver les moyens de les prévenir. Au sujet de l'eau et de l'assainissement, il a déclaré que l'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'irrigation et à l'hydro-énergie conduira à des progrès globaux sur les ODD.

Le Cap-Vert, au nom du Groupe africain, a déclaré que l'Afrique doit être une priorité dans le cadre post-2015, et que l'agriculture est au cœur de l'éradication de la pauvreté en Afrique, étant donné la prédominance des systèmes de production à petite échelle. Il a indiqué que les ODD doivent porter sur la disponibilité, l'accès et la pertinence. Il a également souligné la nécessité de réduire les gaspillages alimentaires, de surmonter les obstacles entravant l'accès aux marchés et la volatilité des prix, d'améliorer les investissements axés sur l'agriculture durable, et de traiter les problèmes de DESS, aux fins de voir se poursuivre la capacité de l'Afrique à « faire pousser ce que nous mangeons ». Il a appelé à passer des objectifs quantitatifs à des objectifs qualitatifs et d'envisager des moyens spécifiques de mise en œuvre dans chaque secteur d'intérêt.

L'Union européenne (UE) a appelé: à un accent sur les pays les moins avancés (PMA) en tant que pays « les plus nécessiteux »; à la cohérence entre les entités des Nations Unies; à une approche fondée sur les droits; et à une attention au complexe terre-alimentation-énergie. Le délégué a accueilli avec satisfaction le Défi Faim Zéro, a souligné les impacts liés à la santé des systèmes alimentaires, et a déclaré que les problèmes de surconsommation et du gaspillage alimentaire doivent être abordés. L'UE a également souligné la nécessité de recherches agronomiques et d'innovations. Au sujet des DESS, il a indiqué que l'utilisation durable des terres et des sols est une condition préalable pour l'éradication de la pauvreté et pour la stabilité politique, et qu'un « monde sans effet sur la dégradation des sols, dans le contexte du développement durable » doit figurer dans le nouveau cadre.

Le Bénin, au nom des PMA, a soutenu Défi Faim Zéro, et a recommandé la concrétisation de l'objectif retenu dans le Programme d'action d'Istanbul (PAI) de 2011, d'éradiquer la pauvreté d'ici 2020, et l'intégration, dans les ODD, de la création d'une banque alimentaire en faveur des PMA, permettant de faire face aux situations d'urgence humanitaire et à la volatilité des prix. S'agissant de l'agriculture durable, le délégué a recommandé, entre autres: de nouveaux investissements dans

l'agriculture et la recherche sur la pêche; le renforcement de l'appui financier et technique destiné au secteur de l'agriculture; l'élimination des subventions à l'exportation d'ici fin 2013; le soutien aux outils d'atténuation des risques; et le transfert, aux PMA, de variétés de cultures à rendement plus élevé et résistantes. Au sujet des DESS, il a exprimé son soutien pour un ODD visant à parvenir à un « monde sans effet sur la dégradation des sols ».

Palau, au nom des petits Etats insulaires du Pacifique (PEIP), a souligné la nécessité d'intégrer, dans les ODD, les questions relatives au milieu marin. Le délégué a évoqué le lien entre le milieu marin et le développement durable, soulignant le rôle important des océans dans la sécurité alimentaire. Il a souligné la nécessité de pratiques de pêche durables, de la restauration des stocks de poissons, de la suppression des subventions accordées dans le secteur de la pêche, de l'élimination de la pêche illégale, et de la lutte contre le changement climatique et ses impacts sur les petits Etats insulaires en développement (PEID).

La Guyane, au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a souligné la nécessité de tenir compte des interrelations entre les priorités de développement. Affirmant que les questions de nutrition et de sécurité alimentaire sont au cœur du programme du développement durable et des défis face à la pauvreté et à la faim, le délégué a encouragé l'adoption d'une approche holistique, globale et intégrée assortie de mesures incitatives et d'un soutien aux niveaux régional et national pour l'amélioration de l'agriculture durable.

Le Ghana, au nom des Etats d'Afrique occidentale, a présenté à la considération du GTCNL, trois ODD possibles et leurs cibles intermédiaires. Le délégué a indiqué que le premier objectif qui consiste en la promotion de l'agriculture durable et l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants, pourrait avoir des cibles intermédiaires comme, entre autres: la réduction des subventions agricoles, l'amélioration de l'accès des agriculteurs au crédit et le transfert de technologie vers les pays en développement. Il a indiqué ensuite que le deuxième objectif appelle à une utilisation durable des terres pour tous, avec comme cibles intermédiaires à atteindre, la gestion durable des terres et des forêts et la mise en valeur des terres dégradées. Le Ghana a également décrit un troisième objectif consistant à travailler en vue d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale d'ici 2025, et qui contiendrait des cibles intermédiaires alignées sur celles du Plan d'action international et du Défi Faim Zéro du Secrétaire général.

L'Irlande, parlant également au nom du Danemark et de la Norvège, a accueilli avec satisfaction les contributions apportées par les consultations thématiques mondiales sur le programme de développement de la période post-2015, qui appellent à un monde libéré de la faim et de la malnutrition. La représentante a encouragé l'adoption d'objectifs clairs et mesurables axés sur: la sensibilité à l'insécurité alimentaire et la nutrition; le rôle des femmes dans le secteur agricole; la production alimentaire et la réduction des gaspillages; et les liens entre ces questions et d'autres secteurs.

L'Allemagne, intervenant aussi au nom de la France et de la Suisse, a souligné que l'alimentation, la nutrition, l'eau et l'accès à l'assainissement sont largement reconnus comme des

droits de l'homme, mais ne sont pas acquis par tous. Il a appelé à des ODD favorisant la bonne gestion des ressources naturelles, une répartition égale de la nourriture, des pratiques agricoles économes en ressources, et le droit à une alimentation adéquate. Un objectif en faveur d'un accès universel et équitable à l'eau et à l'assainissement a également été proposé, l'accent y étant placé sur la gestion durable de l'eau et le traitement des eaux usées.

Le délégué des Emirats Arabes Unis, parlant également au nom de Chypre et de Singapour, a déclaré que les objectifs doivent se renforcer mutuellement et viser à la prise de mesures « gagnantes à tous les coups » dans chaque région. Il a indiqué que les thèmes de l'eau et de l'alimentation doivent, chacun, faire l'objet d'au moins un ODD. Au sujet de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, il a déclaré qu'un ODD est nécessaire pour appuyer cet aspect de l'ODD 7. Au sujet de l'alimentation et de la nutrition, il a déclaré que l'élimination de la malnutrition mondiale est le point de départ, et que la réduction des gaspillages alimentaires devrait être un autre domaine important pour l'établissement de l'objectif.

Le Mexique, parlant aussi au nom du Pérou, a encouragé la poursuite de la coordination et des efforts conjoints des institutions dans le cadre des ODD et du processus de l'après 2015. Le délégué a souligné la nécessité de déterminer le narratif d'un programme de développement durable intégré, tout en proposant des objectifs et indicateurs concrets, avec des interconnexions entre les divers enjeux. Le Mexique a convenu de la nécessité d'un objectif visant la dégradation des terres zéro et a proposé une approche intégrée favorisant plutôt la gestion durable de l'eau, que la concentration, uniquement, sur l'accès à l'eau ou à l'assainissement.

La Turquie, intervenant également au nom de l'Italie et de l'Espagne, a proposé d'intégrer dans les ODD, l'ODD 1, consacré à l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, mentionnant le Défi faim zéro comme une contribution précieuse à cet égard. Le délégué a indiqué que les problèmes de DESS ne sont pas seulement des problèmes environnementaux, mais des problèmes qui menacent la stabilité du monde et qui conduisent à la stagnation économique, à la pauvreté et à l'insécurité, et que les pays devraient se concentrer sur la gestion efficace de l'eau et des forêts. Il a appelé à une action urgente visant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition, à améliorer le mode de consommation des citoyens, à travers des programmes de sensibilisation, et à s'attaquer aux causes profondes de la hausse des prix. Il a suggéré d'articuler l'ordre du jour autour du droit humain à une alimentation adéquate et de l'autonomisation des personnes, en particulier les jeunes, les femmes et les petits producteurs.

Le Sri Lanka, parlant aussi au nom de l'Inde et du Pakistan, a évoqué l'objectif global de réduction de la pauvreté mondiale, et a souligné la nécessité de promouvoir et d'accélérer le développement rural à cette fin. Il a indiqué que ces questions doivent plutôt être tissées ensemble, qu'être traitées comme autant d'objectifs distincts, et doivent utiliser des indicateurs déterminés au niveau national et répondant à ses besoins. Le délégué a également affirmé la nécessité de reconnaître les responsabilités communes mais différenciées des pays, qui ont été réaffirmées à Rio+20.

Le Zimbabwe, intervenant également au nom de la Zambie et d'autres pays d'Afrique australe, a déclaré que de nombreux pays africains ne sont pas en voie de réaliser les OMD, soulignant le besoin de revitaliser le secteur agricole dans les pays en développement, en améliorant l'accès à la technologie, le renforcement des capacités et la réduction des subventions qui faussent le commerce, utilisées par les pays développés. Le délégué a souligné la nécessité de se concentrer sur les moyens de mise en œuvre, d'apprendre des expériences vécues avec les OMD, et d'examiner les liens entre l'agriculture, l'emploi, la croissance économique et d'autres priorités du développement.

Le Brésil, parlant aussi au nom du Nicaragua, a mis en exergue les résultats de Rio+20 fournissant nombre de solutions aux défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Soulignant que l'alimentation est un droit fondamental de l'homme, le délégué a déclaré qu'il n'est plus acceptable qu'un milliard de personnes souffrent encore de la faim et de la malnutrition. Il a souligné la nécessité du soutien des petits agriculteurs, de l'accès à la technologie et à l'aide technique, de la sécurité du régime foncier, de la réduction des gaspillages alimentaires, de la libéralisation du commerce agricole international, de droit de propriété intellectuelle équitable, de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité et d'un équilibre entre les trois piliers du développement durable.

La Colombie, parlant également au nom du Guatemala, a déclaré que le programme doit aller au-delà du niveau national, les causes à traiter étant de dimension internationale, telles que la volatilité des prix, les subventions et les biocarburants. La Colombie a suggéré des cibles intermédiaires consistant à s'assurer de « l'accès de tous à une alimentation nutritive saine, suffisante, adéquate, abordable et appropriée »; à traiter le problème du gaspillage, à la fois aux niveaux de la consommation et de la production; à garantir une nutrition adéquate aux enfants; et à veiller à la durabilité des pêcheries. En outre, la Colombie a exprimé, à l'adresse du système des Nations Unies, une demande l'appelant à aider à la détermination d'objectifs axés sur la question des interconnexions.

LES EXPOSES D'EXPERTS: Mercredi après-midi, le coprésident Körösi a modéré une séance d'exposés-débats, avec pour conférenciers, Hans Herren, Institut du Millénaire et Fondation de la Bio-vision, et Dennis Garrity, ambassadeur des zones arides de l'ONU, axée sur la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, et les problèmes de DESS. Les exposés ont été suivis d'un débat interactif.

Dans sa présentation, Hans Herren a fait valoir que l'agriculture durable et les systèmes d'alimentation et de nutrition sont au cœur des ODD. Il a proposé un ODD intitulé « Atteindre la sécurité alimentaire et la nutrition à travers une agriculture et des systèmes alimentaires durables, » assorti de cibles intermédiaires consistant en: la minimisation des gaspillages alimentaires et des pertes de récolte; l'augmentation de la productivité et des revenus des agricultrices et autres petits propriétaires terriens féminins; le passage à une agriculture et des systèmes alimentaires durables et l'inversement de la dégradation des terres; et, l'élimination de la malnutrition et la garantie du droit à l'alimentation. Il a signalé que les actions nécessaires englobent l'atténuation et l'adaptation au changement

climatique, l'amélioration de l'efficacité dans les secteurs de l'eau et de l'énergie; l'inversement de l'érosion de la biodiversité et de la dégradation des sols; et, la mise en œuvre de systèmes d'élevage sans cruauté. Herren a recommandé que des organes indépendants soient chargés de mesurer et de suivre l'état d'avancement des ODD.

En réponse à une question sur la mesure indépendante de l'état d'avancement des ODD, Herren a souligné la nécessité de feuilles de route nationales, comprenant des objectifs spécifiques décidés par les gens dans chaque pays à travers des processus multipartites. En réponse à une question sur la nécessité d'objectifs réalistes et crédibles, il a indiqué que le monde a la capacité de produire plus de nourriture que les gens peuvent manger, mais que cela nécessite davantage d'investissements dans l'enseignement agricole, la transformation de l'agriculture ayant besoin de beaucoup de connaissances.

En réponse à une question sur les normes devant régir les évaluations nationales, Herren a déclaré que les pays doivent décider et procéder aux évaluations les plus adaptées à leurs besoins. Répondant à une autre question, il a encouragé la mise en place de synergies pour s'assurer que les bonnes personnes plutôt travaillent ensemble, que chacun tous seul. En réponse à la question de savoir par quoi commencer pour lutter contre la faim, la malnutrition et la sécurité alimentaire, il a indiqué que l'amélioration de la nutrition nécessite une attention immédiate, et cela implique un système agricole plus complexe. Gnacadja a pris la parole pour souligner les résultats de la recherche sur la restauration nette des terres, précisant que l'évaluation de la dégradation zéro et de la restauration nette, bien que « d'essence mondiale », peut être adaptés à un contexte local pertinent, en utilisant différents sous-objectifs et indicateurs.

En réponse à une dernière série d'observations des participants, Herren a déclaré qu'il ne pouvait imaginer un système qui n'englobe pas les petits agriculteurs, les exploitations familiales, les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les partenaires au développement et d'autres acteurs, dans lequel chacun joue son rôle selon des règles convenues. Au sujet de la transformation de l'agriculture, il a encouragé la nécessité de clarifier les besoins particuliers, tels qu'ils auront été déterminés à travers des processus d'évaluation nationaux et soutenus par ceux des échelles régionale et mondiale. Il a réitéré que les limites de la planète devraient être le guide principal et a encouragé l'adoption de pratiques durables.

Dans son exposé, Dennis Garrity a reconnu le soutien du GTCNL en faveur d'un ODD visant un « monde sans effets sur la dégradation des sols. » Soulignant que 40% des terres dégradées se trouvent dans des régions ayant un nombre élevé de cas de pauvreté, il a précisé que la dégradation des terres touche directement 1,5 milliard de personnes, avec des effets disproportionnés sur les femmes et les enfants. Pour l'établissement d'un objectif visant à atteindre le taux de dégradation zéro, et à réaliser ainsi la neutralité de la dégradation des sols, il a appelé à une réduction du taux de dégradation des terres actuellement non dégradées, puis à une augmentation du taux de régénération des terres qui sont déjà

dégradées. Présentant un exemple de réussite dans le domaine de la régénération des terres communautaires au Niger, Garrity a souligné la nécessité d'aligner les objectifs mondiaux sur les besoins des communautés locales. Il a parlé de l'évolution récente dans la réduction des émissions de carbone terrestres et l'augmentation du piégeage de carbone par les arbres. Y percevant une « conscience écologique » en développement en faveur de la santé de la terre, Garrity a déclaré que les Etats sont en train de réagir positivement au problème, en reconnaissant la dégradation des sols comme étant un défi mondial et un élément essentiel de l'ordre du jour des ODD. Il a conclu que « nous devons nous assurer que nous avons la base édaphique saine dont nous avons besoin pour réaliser le développement durable. »

En réponse à une question sur la nature des efforts ascendants nécessaires au changement local, Garrity a souligné que les bureaucraties doivent reconnaître l'impératif de travailler avec les communautés et de les engager dans un processus participatif. A une question sur la nécessité d'un objectif particulier à la dégradation des sols, il a répondu qu'un tel objectif est nécessaire pour encourager les engagements et investissements indispensables à la régénération des sols. A une question du co-président sur les coûts de la réalisation de la dégradation des terres net nul, Garrity a répondu en citant une étude en cours dans le cadre de la CLD, qui a révélé que les coûts sont inférieurs à ce qu'on a imaginé et que les taux de rendement sont élevés pour les investissements.

Garrity a approuvé la déclaration d'un participant quant au besoin d'intégrer les aspects économiques et commerciaux dans le débat sur la dégradation des terres, et d'y accorder la priorité à l'agriculture familiale. Il a répondu à une question sur la nature de l'analyse et de la mesure, en affirmant que la plupart des indicateurs de la dégradation des sols sont quantitativement mesurables. Il a également déclaré que le secteur agricole peut être considéré comme faisant partie de la solution au changement climatique, en raison de la capacité croissante de la terre à absorber les émissions de dioxyde de carbone.

En réponse à une question sur l'absorption du carbone par les terres, Garrity a orienté les délégués vers les récents travaux de recherche du *Global Carbon Project* sur cette question. Il a approuvé l'observation de la Bolivie sur le danger des transferts de pratiques agricoles à grande échelle vers l'Afrique, et a ajouté que ces investissements fonciers sont généralement spéculatifs et qu'ils ne sont pas axés sur une intendance des terres à long terme. A la question de savoir si la régénération naturelle assistée pouvait être appliquée dans les zones tropicales humides, il a répondu que ces approches peuvent en effet être appliquées dans les dites régions, vu qu'elles le sont actuellement en Asie du Sud-Est. Il a présenté les efforts nationaux fournis en Ethiopie pour le lancement d'un vaste programme de régénération des terres comme étant une preuve du succès en expansion de cette pratique, et a approuvé une déclaration sur la nécessité d'une régénération des écosystèmes.

ÉCHANGE DE VUES INTERACTIF: Jeudi matin, les participants ont poursuivi les discussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable et les problèmes de DESS.

La Serbie, parlant également au nom du Bélarus, a déclaré que la croissance intensive des ressources ne peut pas continuer et qu'un virage vers le développement durable est nécessaire. Soulignant que les problèmes de DESS et de l'eau sont cruciaux, il a parlé du besoin d'une vision claire sur les voies et moyens d'atteindre les ODD. Il a parlé des conséquences du changement climatique sur les objectifs dans les domaines de l'eau et de la sécurité alimentaire, en insistant sur la nécessité d'assurer une croissance des rendements et de la production agricole à travers l'utilisation de la technologie, les partenariats public-privé et la coopération internationale.

L'Argentine a souligné le lien entre la sécurité alimentaire et l'agriculture et la pauvreté, faisant état des effets du changement climatique et du besoin de ressources pour l'adaptation. La représentante a appelé à l'accroissement de la productivité agricole à travers des investissements dans l'innovation technologique et les infrastructures, et à la création d'un système commercial international favorisant le développement agricole et rural dans les pays en développement. L'Argentine a souligné la nécessité de soutenir les petits agriculteurs et d'améliorer la productivité agricole et la répartition de la nourriture.

Le Kazakhstan, intervenant aussi au nom de la Chine et de l'Indonésie, a déclaré qu'en dépit des progrès accomplis dans le domaine de la réduction de la pauvreté, la faim et la malnutrition continuent. Il a fait état des problèmes causés par les barrières commerciales et a encouragé l'amélioration des partenariats mondiaux. Il a déclaré que la sécurité alimentaire doit être traitée au moyen de travaux de recherche, de technologies et d'investissements plus importants, et la relève des défis environnementaux. Il a également appelé à un soutien en faveur des petits agriculteurs, à la prévention des pertes et gaspillage de nourriture et à la création de politiques actives contre la sécheresse, et à des mesures de gestion des risques.

La Croatie, parlant également au nom de la Bulgarie, a appelé à une approche inclusive et centrée sur l'être humain, mettant en exergue la plate-forme solide du droit à une vie libérée de la faim et de la malnutrition. Soulignant l'importance du traitement des questions de nutrition, il a indiqué que les personnes vulnérables ayant des besoins nutritionnels particuliers doivent être prises en compte, et a préconisé la création d'un cadre cohérent répondant au caractère interdépendant des questions de développement, de sécurité alimentaire et de nutrition.

La représentante des Pays-Bas, intervenant aussi au nom de l'Australie et du Royaume-Uni, a souligné la nécessité de l'éradication de la pauvreté irréversible. Elle a précisé que cela nécessite une approche intégrée, avec plus d'attention aux interconnexions, et pas seulement une augmentation de la production pour éliminer la faim. Parmi les questions à prendre en considération dans l'élaboration des objectifs, des cibles intermédiaires et des indicateurs, elle a recommandé: le traitement de l'agriculture en tant que source de gaz à effet de serre et en tant qu'utilisatrice de ressources naturelles; le renforcement de gestion des pêches et des ressources halieutiques; le traitement des droits sociaux et procréatifs des femmes; et la protection des petits exploitants agricoles, à travers l'accès aux marchés, aux services financiers et au crédit. Au sujet du rôle du secteur privé, la représentante des Pays-Bas a appelé à

un soutien aux agriculteurs, aux fournisseurs, aux détaillants, aux transporteurs et à d'autres acteurs à travers la garantie des droits de propriété et d'un climat favorable aux affaires, et a encouragé l'imputabilité mutuelle et la communication des données entre les secteurs public et privé.

La Roumanie, intervenant également au nom de la Pologne, a déclaré que la sécurité alimentaire et nutritionnelle requiert des engagements politiques abouchés à une approche des droits humains fondamentaux. La représentante a parlé des besoins: de passer de la nutrition quantitative à une nutrition qualitative, de réduire les gaspillages le long de la chaîne alimentaire, d'augmenter les rendements agricoles, de préserver la biodiversité et de soutenir les petites et moyennes exploitations agricoles. Au sujet des problèmes de DESS, elle a indiqué que pour parvenir à un monde à dégradation édaphique neutre, il est besoin de procéder à un changement de paradigme impliquant un renforcement de la gestion durable des forêts et de la conservation des sols.

Le Monténégro, parlant également au nom de la Slovénie, a déclaré que les questions d'alimentation, de sols, d'énergie et d'eau doivent être intégrées dans un objectif ayant des liens avec le changement climatique, à la fois dans le contexte de la réduction des gaz à effet de serre émis par le secteur agricole et celui consistant à rendre le système de l'agriculture plus résistant aux changements et chocs climatiques. Le délégué a appelé aussi à l'adaptation des échéanciers de manière à atteindre les objectifs en fonction des circonstances nationales. Il a souligné que l'autonomisation des femmes doit être au cœur des objectifs touchant à l'agriculture, et que le suivi de la progression vers les objectifs, sera crucial pour leur concrétisation.

Haïti a souligné que le traitement des problèmes de DLDD est essentiel dans les efforts visant à éradiquer la faim et la pauvreté et à faire face au changement climatique. La représentante a appuyé la proposition d'intégrer les visions dégradation des sols nulle, dégradation des forêts zéro et des mesures de lutte contre la désertification dans les cibles intermédiaires des ODD.

Le délégué du Népal a parlé des effets néfastes du changement climatique dans son pays, signalant que la production agricole y a été durement touchée par la sécheresse, la dégradation des sols et les précipitations irrégulières. Il a appelé à des objectifs et indicateurs sur la gestion des terres et la durabilité des sols, et à l'intégration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des considérations de parité hommes-femmes.

Le délégué des Etats-Unis, parlant également au nom d'Israël et du Canada, a souligné l'existence d'un large accord sur: l'élimination de la faim et de l'insécurité alimentaire; le fait que la question de nutrition est plus large que les mesures d'absorption calorique; la nécessité de solutions intégrées à travers la chaîne alimentaire; la réduction du gaspillage alimentaire; la gestion des risques et la résilience; et le traitement des questions de parité hommes-femmes et de sécurité foncière.

Le Bangladesh a souligné que la sécurité alimentaire et la nutrition doivent constituer un ODD autonome avec des cibles et des indicateurs solides. Le délégué a fait remarquer avec ironie que la nourriture est disponible pour tout le monde, mais que beaucoup de gens vont se coucher le ventre vide. Exprimant son soutien au «Défi faim zéro», il a souligné l'impératif de traiter

les questions de volatilité des prix, de production et répartition alimentaire, les infrastructures, la qualité des sols, le soutien aux petits exploitants agricoles, le gaspillage et les pertes alimentaires, l'utilisation des biocarburants, et l'arrêt des subventions agricoles.

L'Égypte a souligné la nécessité d'une approche modulaire et a souligné l'importance des questions de nutrition et de sécurité alimentaire. Faisant état des défis de la sécurité alimentaire et de la dégradation des sols en Afrique, le délégué a parlé de difficultés attendues, causées par le changement climatique, la désertification croissante et le manque d'eau. Il a appelé à l'arrêt des subventions agricoles et à la volatilité des prix des denrées alimentaires, et a encouragé l'entreprise d'actions et d'investissements dans le secteur de l'assainissement.

L'Arabie saoudite a mis en exergue les questions de sécurité alimentaire et de nutrition et les défis posés par les phénomènes de DESS, soulignant que les ODD peuvent fournir des solutions qui encouragent une bonne utilisation des sols et de l'agriculture. Il a évoqué le besoin de politiques anti-sécheresses et d'une utilisation durable des terres et de l'eau.

L'Inde a souligné la nécessité de s'attaquer, par delà les questions de la faim et de la malnutrition, aux problèmes structurels et systémiques, et a présenté le gaspillage alimentaire et les modes non durables de consommation et de production comme étant des questions nécessitant un classement prioritaire élevé. Le délégué a ajouté que les subventions agricoles accordées dans les pays industrialisés « hantent toute la question » de la sécurité alimentaire, et a appelé à mettre davantage l'accent sur les investissements et sur les développements technologiques, aux fins de s'assurer de la bonne répartition de la nourriture et de son accessibilité à tous. Le Pakistan a averti que les données présentées par les experts peuvent ne pas être acceptées par tous les Etats membres, et a fait part de sa préférence de se fier plutôt à la recherche menée par les organismes internationaux.

L'Afrique du Sud a déclaré que l'investissement dans l'agriculture pourrait atténuer les chocs de prix et d'autres risques, ajoutant que l'investissement doit être aligné sur les stratégies de développement locales. Le délégué a également souligné qu'une amélioration de l'accès des femmes à la terre, aux engrais et autres intrants agricoles favorisera la sécurité alimentaire. Il a demandé au GTCNL d'envisager un objectif dégradation des sols zéro, d'ici 2030.

La Thaïlande, parlant également au nom du Bhoutan et du Viêt-Nam, a déclaré que les ODD doivent s'appuyer sur les OMD, et qu'ils doivent également englober: la garantie de la durabilité; le renforcement de la résilience; la réduction des inégalités; l'impulsion d'une coopération internationale effective; et la prévention des risques de catastrophes et la préparation à y faire face, en particulier les catastrophes liées à l'eau. Il a appelé à des ODD traitant des disparités aux niveaux national et international, ainsi que celles entre les générations, et favorisant la consommation durable.

La République dominicaine a souligné la nécessité d'analyser les impacts de la volatilité des prix sur la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Le délégué a déclaré qu'il est important d'intégrer les questions de volatilité et de « financiarisation » des marchés alimentaires dans tous les débats sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable.

Le Togo a parlé de ses efforts visant à prioriser l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les politiques nationales et à faire face à la menace de la déforestation, de la dégradation des sols et de l'augmentation des inondations et des sécheresses. La représentante a parlé aussi de la nécessité d'aider les communautés locales à promouvoir une gestion durable des ressources.

L'Uruguay a déclaré que le débat sur les ODD devrait inclure une analyse de l'ajustement des modes actuels de consommation et de production, signalant que les sources structurelles de la faim comprennent la volatilité des prix et la mauvaise répartition des richesses. La représentante a parlé de la nécessité d'accroître la production alimentaire de manière à rendre la nourriture « accessible et abordable pour tous », à travers des investissements dans l'innovation technologique et les infrastructures.

L'Allemagne, intervenant également au nom de la France et de la Suisse, a déclaré qu'il est important d'augmenter la production agricole de manière durable aux fins de s'assurer de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'offrir de nouvelles possibilités aux jeunes. Le délégué a suggéré que le GTCNL considère l'ensemble de la chaîne de production de manière holistique.

L'Éthiopie a souligné que les problèmes du commerce international et des subventions ont été préjudiciables pour les petits agriculteurs, et que la réalisation d'une agriculture durable et de la sécurité alimentaire dans son pays continue d'être un défi majeur. Le délégué a parlé de l'impératif de réduire le gaspillage alimentaire dans les pays industrialisés, d'accroître la productivité agricole, d'améliorer la durabilité environnementale et d'élargir les possibilités et les services sociaux pour les petits agriculteurs.

L'Islande a souligné l'importance de mettre en exergue, dans le débat du GTCNL, les éléments devant figurer dans les objectifs et les cibles intermédiaires, et a souligné la nécessité d'un objectif autonome sur la dégradation des sols.

Affirmant que « pour la plupart des Africains, l'agriculture est la vie même », la Tanzanie a déclaré que la croissance économique, le développement et l'éradication de la pauvreté sont tributaires de la revitalisation et de l'investissement dans l'agriculture. Le délégué a exhorté les Etats à prendre en considération les bonnes pratiques utilisées dans l'application des OMD et d'autres objectifs de développement, et à bâtir sur les progrès déjà accomplis. Il a indiqué que les stratégies de lutte contre la pauvreté doivent prendre en ligne de compte la question de la nutrition. Il a également appelé à une action sur les questions d'eau et d'assainissement, encourageant l'amélioration de l'approvisionnement en eau, la réutilisation des eaux usées, l'amélioration de la gestion de la demande, et la conservation de l'eau.

Le Japon a déclaré que l'amélioration de la sécurité alimentaire est essentielle pour l'éradication de la pauvreté, et a appelé à un ODD autonome sur ce thème. Le délégué a souligné la nécessité de tenir compte des enseignements tirés du processus de réalisation des OMD, et l'importance d'aborder la nutrition de la petite enfance et les besoins nutritionnels des petits agriculteurs et des femmes. Il a également souligné l'impératif d'investir dans la technologie agricole, la mobilisation du secteur privé dans la lutte contre les problèmes de DESS et la prise de mesures de réduction des risques de catastrophe à travers une approche axée sur la prévention.

Le Bénin a décrit la sécurité alimentaire et les défis posés en matière de nutrition, en Afrique de l'Ouest, en particulier pour les femmes et pour les populations rurales. Le délégué a appelé à une approche holistique permettant de parvenir à une agriculture durable et de maîtriser les sécheresses, avec un ODD allant au-delà des OMD consacrés à la pauvreté, à la faim et la mortalité infantile.

La République de Corée a avancé deux propositions: le 'Défi Faim Zéro' et ses cinq objectifs intermédiaires devraient être au centre des ODD et de l'ensemble du programme de développement post-2015; et le GTCNL devrait envisager comme cible intermédiaire un monde à dégradation des sols neutre, avec, pour indicateur, dégradation des sols zéro.

La France a souligné que ces défis touchent tous les pays et qu'ils nécessiteront une riposte collective universelle. Le délégué a proposé comme sujets de discussion: les modes durables de production et leurs impacts sur l'utilisation des ressources et sur les problèmes de DESS; la réduction des gaspillages; et des réseaux de sécurité pour les pauvres du milieu rural.

La Nouvelle-Zélande a exprimé son soutien pour un ODD distinct sur l'agriculture durable, et a suggéré comme cible intermédiaire, la suppression des subventions agricoles. Au sujet de la pêche durable, la représentante a souligné la nécessité de reconstituer les stocks de poissons, de lutter contre la pêche illégale et d'éliminer les subventions nuisibles.

Le Nigeria a déclaré que le Rapport sur le développement humain relatif à l'Afrique, du Programme des Nations Unies pour le développement, a saisi toutes les questions discutées à cette réunion. Le délégué a déclaré que quelles que soient les décisions qui seront prises au GTCNL, « c'est à la politique nationale que nous aurons à recourir », et a souligné l'importance des dépenses publiques pour l'agriculture.

Le Saint-Siège a parlé du milliard d'êtres humains qui vont au lit le ventre vide chaque jour, soulignant qu'un ODD consacré à l'élimination de la faim n'est pas seulement une nécessité, mais un impératif moral. Il a précisé qu'un tel objectif devrait adopter une approche fondée sur les droits.

Vendredi matin, les participants ont clôturé les discussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable et les problèmes de DESS.

Le Liechtenstein a déclaré qu'un possible ODD consacré à la question de l'eau devrait viser à une couverture en eau universelle dans un délai ambitieux. Pour lutter contre la discrimination et d'autres iniquités, le délégué a préconisé l'utilisation d'une approche fondée sur les droits humains et le placement d'un accent sur les dimensions sexo-spécifiques de la question de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Au sujet de la sécurité alimentaire, il a appelé à une vision holistique pour l'éradication de la faim et de la malnutrition, et a souligné la nécessité d'accroître l'investissement dans la croissance économique inclusive et dans le renforcement de la résilience face aux catastrophes naturelles, dans le milieu rural.

La représentante de la Jamaïque a décrit le renforcement des politiques de nutrition et de sécurité alimentaire dans son pays, soulignant les défis de la baisse des niveaux de production alimentaire et de la dépendance croissante d'aliments importés. Mettant l'accent sur le besoin d'objectifs ambitieux, elle a

indiqué qu'il est important de tirer les enseignements qu'il faut des OMD retenus pour la lutte contre la pauvreté, et d'aller bien au-delà de ces objectifs, en utilisant une approche multi-facettes de la sécurité alimentaire, de l'accès et de l'approvisionnement.

Le Niger a mis en relief les attaches entre l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et leurs liens avec la santé de l'écosystème et avec le milieu naturel. Soulignant que les objectifs de développement doivent être adaptés aux réalités et aux besoins particuliers de chaque pays, le délégué a précisé qu'il ne devrait pas y avoir un modèle préféré. Il a indiqué que les ODD doivent être à la portée des Etats de manière équitable.

L'Union interparlementaire (UIP) a déclaré que lors de l'examen du thème de l'insécurité alimentaire, les questions fondamentales d'équité, d'accès et de pouvoir, et la manière dont elles conditionnent nos économies, doivent être examinées. Le délégué a souligné la position de l'UIP quant à la nécessité de s'éloigner du modèle de croissance économique axé sur un développement tributaire de consommation. Insistant sur le fait que la démocratie et la primauté du droit doivent occuper une place centrale dans les ODD, l'UIP a proposé l'adoption d'un objectif autonome sur la gouvernance démocratique et ses dimensions transversales.

La Côte d'Ivoire a souligné que la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et la dégradation des terres sont des préoccupations essentielles à prendre en considération dans la lutte contre la pauvreté. Mettant en exergue l'importance de l'agriculture pour la sécurité alimentaire, la nutrition, l'emploi et la prospérité économique, la représentante a encouragé la prise de mesures contre la volatilité des prix alimentaires et pour l'augmentation de la production et de la prospérité des ménages, et a appelé à un ODD axé sur l'agriculture.

Le grand groupe des femmes a demandé au GTCNL des cibles intermédiaires spécifiques dans les domaines de la finance, du commerce et de la politique fiscale, pour éviter la privatisation des ressources éducatives, alimentaires, agricoles et aquatiques. La porte-parole a également souligné le lien entre la nourriture polluée et les maladies non transmissibles comme le cancer, appelant à des cibles intermédiaires permettant de parvenir à des aliments exempts de pesticides nocifs et d'organismes génétiquement modifiés.

L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

LA DECLARATION-PROGRAMME ET LES EXPOSES D'EXPERTS: Jeudi après-midi, le GTCNL a entamé l'examen des questions de l'eau et de l'assainissement et a entendu une allocution de Michel Jarraud, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale et Président d'ONU-Eau, présentée via vidéoconférence. Jarraud a été rejoint par Rabi Mohtar, directeur général du *Qatar Environment and Energy Research Institute*, et Letitia Obeng, membre du conseil de l'*International Water Management Institute*, à titre d'experts pour discuter de ces questions.

Dans son allocution, Jarraud a réaffirmé la reconnaissance, dans le document final de Rio+20, du fait que l'eau est au cœur du développement durable. Soulignant que l'objectif des OMD relatif à l'amélioration de l'accès à l'eau potable est susceptible d'être atteint, il a précisé que cet objectif et celui

relatif à l'accès à l'assainissement ne sont pas encore reconnus comme étant des droits de l'homme. Jarraud a mis en relief le problème des inégalités dans l'accès à l'assainissement et aux sources d'eau, et le besoin d'atteindre les groupes sociaux qui souffrent le plus de ce manque d'accès, notamment, les femmes et les filles. Il a indiqué qu'il a été démontré que les avantages de l'investissement liés à l'eau, l'emportent largement sur le coût. Proposant de passer de l'approche sectorielle en vigueur de la problématique de l'eau à une approche intégrée, il a présenté deux options pour les ODD, soit un objectif autonome entièrement consacré à la question de l'eau, soit l'insertion de cibles intermédiaires à atteindre en la matière dans le cadre de plusieurs objectifs thématiques. Jarraud a souligné quatre points concernant le rôle de l'eau dans les ODD, à savoir: un soutien important de l'action future sur la question de l'eau; les mesures à prendre dans ce domaine doivent être audacieuses et doivent aller au-delà des approches sectorielles; les objectifs doivent être ambitieux et inspirés; et, les objectifs visés doivent être réalistes, réalisables et mesurables. Il a conclu en déclarant que « les problèmes de l'eau ne devraient jamais être édulcorés ».

Jarraud a répondu à une question sur la nécessité éventuelle de deux séries d'objectifs, l'une portant sur les OMD inachevés et l'autre, sur les nouveaux défis posés, en étant d'accord sur le fait que, dans certains domaines, le travail n'est pas encore terminé, et en soulignant que les objectifs doivent être très focalisés. En réponse à une question sur la disponibilité de l'eau, il a indiqué que, dans de nombreuses régions, les réserves d'eau douce proviennent de glaciers qui sont en train de disparaître. Il a mis en relief les effets du changement climatique sur les schémas pluviométriques, le cycle hydrologique et la disponibilité de l'eau. En réponse à une question sur le rapport entre le changement climatique et la rareté de l'eau, il a indiqué que les mesures d'atténuation et d'adaptation ont des impacts sur la disponibilité et la gestion de l'eau. Reste que les données scientifiques nécessaires à la prise de décisions éclairées dans ces deux domaines, par les gouvernements, ne sont pas actuellement disponibles dans la plupart des pays. Il a précisé qu'à cette fin, toutefois, le système des Nations Unies lance une importante initiative visant à rendre ces données disponibles. Jarraud a attiré l'attention des délégués sur le rapport scientifique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), attendu en septembre, qui accordera une place importante à la question de l'eau et aux prévisions qui s'y rapportent.

En réponse à une question sur l'établissement d'objectifs intermédiaires, Jarraud a déclaré que de tels objectifs permettraient de suivre les progrès accomplis. Il a également souligné la nécessité d'intégrer dans le débat la dimension environnementale de la problématique de l'eau. En réponse à une question sur les dispositions institutionnelles nécessaires, Jarraud a signalé que l'organe ONU-Eau est actuellement penché sur les mesures à prendre au niveau de l'ONU, et a mis en exergue « question d'échelle » dans la façon dont l'action gouvernementale interagit avec les mesures prises par les collectivités locales.

Plusieurs participants ont exprimé leurs préoccupations quant à l'utilisation du terme « sécurité de l'eau ». Jarraud a indiqué que le terme se référait au besoin de s'assurer de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en tant que droit humain

fondamental. Il a précisé que ONU-Eau est susceptible de tirer des enseignements de cette discussion et de travailler sur une meilleure formulation.

Dans son exposé, Rabi Mohtar a décrit la « collision frontale » attendue d'ici 2030 lorsque le monde aura besoin de 40% d'eau et 40% d'énergie supplémentaires, tout en faisant face à une baisse de la pluviométrie. Il a déclaré que la filière eau-énergie-alimentation peut fournir une solution, et a présenté son travail sur un « système d'aide à la prise des décisions », qui permet aux décideurs de quantifier les effets interconnectés de leurs décisions. Ses recommandations à la communauté scientifique sont les suivantes: déterminer et quantifier les interconnexions du système eau-énergie-alimentation; établir un centre d'information consacré à la question de l'eau pour rendre les données disponibles; et reconnaître la « valeur de l'eau » comme un bien économique, social et politique. Il a également formulé, pour les décideurs, les recommandations suivantes: « aucun carburant ne doit provenir de cultures alimentaires; » le passé n'est plus un bon indicateur pour l'avenir, compte tenu du changement climatique et de la « non-stationnarité »; toutes les parties prenantes, et notamment les agriculteurs, devraient participer aux discussions sur la question de l'eau; des structures intergouvernementales chargées de la gestion de l'eau devraient être créées; la filière des technologies écologiquement rationnelles doit être encouragée; et, le commerce de l'eau doit être réglementé.

A un commentaire sur les questions à échelles multiples posées dans le cadre de la filière eau-énergie-alimentation, Mohtar a répondu en disant qu'il est important que les personnes et le secteur privé évoluent vers une prise de conscience plus importante et vers l'acceptabilité de la filière. En réponse aux critiques émises sur sa déclaration « qu'aucun carburant ne devrait provenir de cultures alimentaires », il a précisé que bien qu'il propose qu'aucun produit alimentaire ne devrait être transformé en carburant, il n'est pas contre les biocarburants de manière générale. Il a suggéré que travailler ensemble en vue de convertir les déchets en énergie est une meilleure voie pour la conservation de l'eau que de transformer les aliments en énergie. En réponse à une question sur les besoins futurs, il a indiqué qu'une augmentation de 40% des ressources en eau sera nécessaire pour satisfaire la demande alimentaire, industrielle et domestique, au cours des 15 prochaines années.

Mohtar s'est dit d'avis avec la déclaration d'un délégué sur l'importance des enjeux et des savoirs locaux. Il a souligné que de nombreuses hypothèses et prévisions provenant des modèles scientifiques ne sont pas totalement fiables, et que des politiques aptes à faire face aux risques et capables de gérer les changements futurs, devraient être créées. En réponse à une question sur son « système d'aide à la prise des décisions, » Mohtar a indiqué que ce système a permis d'identifier le manque de disponibilité de terres arables comme étant un goulot d'étranglement pour la sécurité alimentaire au Qatar, ce qui signifie qu'il est indispensable de mettre en valeur davantage de terres pour augmenter la sécurité alimentaire dans ce pays.

En réponse à une remarque sur le sens du terme « valeur de l'eau », Mohtar a expliqué que la privatisation de l'eau peut être désastreuse et que le « délicat problème social, politique et économique » consistant à établir un équilibre entre les

prix et l'accessibilité doit être résolu au niveau local. Il a précisé que la privatisation de l'eau a été désastreuse dans plusieurs situations, et a souligné l'importance de l'équilibre entre la tarification et l'accessibilité, appelant cela un « délicat problème social, politique et économique ». Le message final de Mohtar était un appel à l'amélioration des liens et du dialogue entre la communauté scientifique et les décideurs, de sorte que les données scientifiques importantes puissent servir de manière plus pertinente les politiques à suivre.

Dans son exposé, Letitia Obeng a mis l'accent sur trois thèmes: tirer des enseignements de l'expérience des OMD; décrire les défis à venir auxquels le monde doit faire face; et formuler des recommandations pour un ODD distinct consacré à la question de l'eau. Elle a décrit les effets d'un mauvais assainissement sur la santé, dont, notamment, un retard de croissance chez les enfants, soulignant le caractère intégral de l'eau en tant que base pour la réalisation des autres objectifs de développement. Elle a parlé d'occasions manquées dans le processus des OMD, en raison de l'approche « cloisonnée » qui a été adoptée et de l'éternelle « réinvention de la roue » pour la résolution de problèmes qui auraient pu être évités au moyen d'efforts coordonnés et d'un leadership. Elle a évoqué les défis futurs d'une population mondiale croissante, d'une urbanisation en expansion, de changements climatiques et d'absence de leadership dans la lutte contre la multiplicité des exigences liées à l'eau. Obeng a souligné la nécessité d'un ODD distinct assorti d'objectifs intermédiaires traitant des questions: d'assainissement, d'approvisionnement en eau et d'hygiène; de pollution et de gestion des eaux usées; de la gestion intégrée des ressources en eau dans les bassins; et des catastrophes liées à l'eau.

Répondant à des questions sur la nature de la « sécurité de l'eau », Obeng a déclaré que le terme se réfère: à la sécurité humaine à travers la nécessité d'assurer la santé, les moyens de subsistance, l'assainissement et l'eau potable saine, suffisante et abordable; la protection des écosystèmes; l'eau au service du développement socio-économique; et, le traitement et la réutilisation des eaux usées. A la question de savoir si l'eau est un problème posé uniquement aux pays en développement, elle a précisé que la gestion durable des ressources en eau est un problème posé à tous les Etats, en particulier, pour ce qui est de la pollution de l'eau et de l'approvisionnement en eau.

En réponse à une question sur l'opportunité d'envisager un objectif distinct pour l'assainissement, Obeng a répondu qu'un tel objectif ne sera pas pratique à long terme ou du point de vue plus large de la sécurité dans le domaine de l'eau, parce que l'assainissement deviendra bien vite plus compliqué que « juste mettre les déchets dans une fosse ». Elle s'est déclarée d'avis quant à l'importance de la tarification et d'autres questions économiques. Obeng a déclaré que le débat actuel sur des ODD assortis d'indicateurs mondiaux, ne prescrit pas de mesures mondiales mais n'en interdit pas non plus et ne pose pas de difficultés au processus décisionnel national. Obeng a exprimé son bonheur qu'un ODD distinct consacré à la question de l'eau, assorti d'objectifs intermédiaires axés sur l'assainissement soit envisagé. Elle a souligné,

cependant, que la réalisation de ces but et objectifs restait tributaire du leadership et de la volonté politique et a exhorté les gouvernements nationaux à accorder une priorité à ces questions.

Les participants ont également soulevé des questions sur la marchandisation de l'eau, sur le rôle des écosystèmes dans le maintien de la quantité et de la qualité de l'eau, sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), sur la concrétisation du droit à l'eau, sur les moyens de mise en œuvre, sur l'assainissement et l'hygiène des femmes, sur les compromis régionaux et intersectoriels et sur l'utilisation d'outils économiques. Des questions ont été également posées sur la traduction de la filière eau-alimentation-énergie-santé dans le système des objectifs et sur l'opportunité de les relier aux processus de lutte contre la pauvreté, de bonne gouvernance, de sécurité et de planification nationale. Les participants ont également posé des questions sur la recherche de nouvelles sources d'eau et d'énergie, sur les cibles éventuelles à atteindre pour la réalisation de « la sécurité de l'eau » et sur les catastrophes liées à l'eau.

ÉCHANGE DE VUES INTERACTIF: Vendredi matin et après-midi, les participants ont procédé à un échange interactif de vues d'ordre général sur l'eau et l'assainissement.

Le Cap-Vert, au nom du Groupe africain, a déclaré qu'en plus d'avoir, dans le cadre SDG, un objectif mondial consacré à l'eau, il est important d'envisager un examen des interconnexions de l'eau avec d'autres domaines. Le délégué a suggéré d'insérer les questions suivantes dans l'élaboration des ODD: la quantité, la qualité et l'accès à l'eau; l'amélioration du cadre de la gouvernance de l'eau; le renforcement de la capacité institutionnelle et du financement; le développement des infrastructures et de la technologie; et l'amélioration de la coordination. Soulignant la nécessité d'impliquer le secteur privé, il a affirmé que l'investissement dans l'eau et dans l'assainissement ne bénéficie pas d'une attention appropriée et que le cadre des ODD doit combler cette lacune.

Le Bénin, au nom des PMA, a déclaré que l'eau et l'assainissement sont des besoins humains fondamentaux, mais que, dans les PMA, l'accès aux deux est bien en dessous des moyennes mondiales. Le délégué a souligné la nécessité d'une meilleure infrastructure pour la gestion des eaux usées, soulignant que la demande future en eau proviendra des régions qui souffrent déjà de pénurie d'eau. Il a recommandé, entre autres: l'adoption de l'objectif du PAI consacré à l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous d'ici 2020; une aide spéciale pour le développement des PMA; des objectifs d'investissement pour l'eau et l'assainissement; un appui technologique et le transfert de technologie; une coopération Sud-Sud dans le domaine de la gestion de l'eau; et le renforcement des capacités des institutions locales dans la prestation des services liés à l'eau.

La Barbade, au nom de la CARICOM, a déclaré que la réduction de la pauvreté ne sera pas possible sans examiner son interconnexion avec l'eau et l'assainissement. Au sujet du recours à l'eau et à l'assainissement pour faire progresser la croissance économique, elle a souligné la nécessité d'un équilibre avec la non-dégradation de l'environnement. Elle a signalé, qu'en tant que PEID, de nombreux membres de son groupe se trouvent confrontés à des difficultés particulières dans

le domaine des ressources en eau, difficultés qu'elle attribue au changement climatique et à l'élévation du niveau des mers associée au tourisme côtier et à la mauvaise gestion des déchets.

L'UE a déclaré être ouverte à un ODD distinct consacré à l'eau et à l'assainissement, assorti de plusieurs cibles intermédiaires, ou à l'intégration de ces cibles intermédiaires dans des objectifs plus larges. Le délégué a appelé à la considération des questions de l'eau et de l'assainissement sous trois angles: l'accès à l'eau potable à l'assainissement et à l'hygiène pour tous; la gestion durable des ressources en eau; et, l'équité, l'égalité et la justice. Il a souligné l'engagement de l'UE en faveur d'un droit humain à l'eau potable et à l'assainissement, a appelé à l'amélioration de la coopération dans le domaine de l'eau, à travers les frontières et à la création d'un environnement propice à l'investissement du secteur privé.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant également au nom de Nauru, Palaos et d'autres PEIDP, a déclaré qu'en que tant que groupe, les PEIDP ne sont pas en voie d'atteindre la plupart des objectifs relatifs à l'eau et à l'assainissement retenus dans le cadre des OMD. Les obstacles rencontrés dans ces pays sont une réalité de plus en plus ressentie partout dans le monde, a-t-il affirmé, et servent d'avertissement brutal pour ce qui nous attend demain. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a ajouté que dans les PEIDP, l'eau et l'assainissement sont directement liés à la santé et la productivité du milieu marin. Le délégué a indiqué que les ODD doivent traiter les causes profondes de l'insécurité dans le domaine de l'eau, à travers des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, le transfert de technologie, la bonne gouvernance et la primauté du droit, et des modes durables de consommation et de production.

La Finlande, au nom du Groupe des Amis de l'eau, a déclaré qu'un ODD consacré à l'eau doit intégrer tous les aspects du développement durable. Le délégué a indiqué qu'on ne pouvait plus se permettre de se concentrer uniquement sur des résultats globaux, demandant que les buts, les objectifs et les indicateurs soient formulés de manière à réduire les inégalités et à cibler les plus défavorisés. Il a ajouté que les droits des femmes et des enfants, qui sont les groupes les plus touchés par les problèmes de l'eau et de l'assainissement, doivent être fixés dans le programme de développement durable. Il a déclaré que la collecte et le suivi des données seront cruciaux. La Finlande a fait état des défis à relever dans le domaine du transfert de technologie, et a déclaré: « nous avons besoin d'une nouvelle vision de la réalité » quant à la nécessité d'une participation du secteur privé, les gouvernements ne pouvant résoudre, à eux seuls, ces problèmes.

Le Bénin, au nom de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a déclaré que la situation de l'eau et de l'assainissement reste préoccupante en Afrique de l'Ouest. Le délégué a fait valoir que l'approvisionnement en eau potable devrait être un ODD distinct parce qu'en Afrique, le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable a augmenté, et que la réalisation de l'objectif fixé dans le cadre des OMD ne suffira pas. Il a également souligné que l'eau peut être une source de vie et de revenus, ainsi que de conflits potentiels.

La Bulgarie, parlant également au nom de la Croatie, a souligné que l'eau et l'assainissement sont essentiels au développement durable et qu'ils méritent un ODD distinct,

assorti d'objectifs intermédiaires. Le délégué a expliqué que les problèmes d'eau et d'assainissement sont liés aux dimensions de développement économique et social et de protection environnementale du développement durable. Soulignant la nécessité d'une approche fondée sur les droits, il a déclaré que l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement est nécessaire pour parvenir à la santé, à l'éducation, à la réduction de la pauvreté, à l'arrêt de la faim et aux objectifs de santé maternelle. Il a encouragé l'adoption d'une approche intégrée, la garantie d'un accès universel à l'eau et à l'assainissement et une gestion renforcée des ressources, qui respecte l'environnement.

L'Allemagne a déclaré que la concrétisation des objectifs relatifs à l'eau est essentielle pour la réalisation des objectifs de développement dans tous les secteurs tributaires de l'eau, et a souligné que l'eau et l'assainissement doivent être intégrés dans les ODD. Affirmant que la coopération dans le domaine de l'eau contribue à la paix et à la sécurité, le délégué a recommandé l'adoption, dans le cadre des ODD, de cibles intermédiaires visant à atteindre: l'accès équitable et universel et le respect du droit humain à l'eau et à l'assainissement; une approche intégrée qui satisfait les besoins humains tout en respectant les exigences de l'écosystème; la collecte et le traitement de toutes les eaux usées; et la prévention de la pollution. Il a indiqué que les liens entre l'eau et l'assainissement, la pauvreté, la bonne gouvernance, la santé, l'énergie et l'environnement doivent être reconnus dans l'architecture des ODD, et que la coopération et les partenariats sont nécessaires.

L'Italie, intervenant également au nom de l'Espagne et de la Turquie, a déclaré que l'accès à l'eau et à l'assainissement de base est essentiel pour la paix durable et nécessaire pour la survie humaine. Soulignant que la disponibilité et l'accès à l'eau et à l'assainissement doivent être considérés comme des droits humains fondamentaux, le délégué a affirmé qu'une approche fragmentée n'est pas viable et qu'un effort holistique, multidisciplinaire intégré est nécessaire. Il a souligné le besoin: de mesures urgentes permettant de prévenir les inondations et la sécheresse et de s'adapter au changement climatique; d'une GIRE; d'une planification des infrastructures d'eau et de la GIRE pour le développement urbain; de réformes et d'une gestion favorisant l'utilisation durable de l'eau dans l'agriculture; d'une amélioration de la gestion des eaux transfrontières; et d'un programme pour l'eau, qui soit large, intégré et centré sur l'être humain.

La Slovénie, parlant aussi au nom du Monténégro, a souligné l'importance de l'eau en tant que facteur environnemental, ressource économique, influence sur la santé et le bien-être humains, et élément de la coopération internationale. Le délégué a indiqué que les ODD doivent également traiter les causes profondes des facteurs de stress hydrique, y compris, la surexploitation, la pollution, la mauvaise gestion et le changement climatique. Soulignant la nécessité de ne pas utiliser une « approche cloisonnée » dans l'examen de la question de l'eau, il a proposé la création d'un ODD mondial pour l'eau, et l'intégration de la question de l'eau dans d'autres ODD aussi.

La Pologne, parlant également au nom de la Roumanie, a souligné la nécessité d'améliorer la productivité dans le domaine de l'eau, d'adopter une approche intégrée des ressources en

eau, de passer à des modes durables de consommation et de production; d'améliorer la qualité de l'eau douce partout dans le monde; et d'adopter des politiques coordonnées à tous les niveaux, aux fins de parvenir à l'éradication de la pauvreté et à un développement humain universel. La représentante a indiqué qu'un ODD consacré à la question de l'eau devrait en traiter les aspects relatifs à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et aux dimensions de son amélioration et des besoins humains dans ce domaine.

Le Kazakhstan, parlant également au nom de l'Indonésie et de la Chine, a déclaré que les ODD doivent mettre en place des mécanismes permettant de s'assurer d'une gestion efficace de l'eau à tous les niveaux, et d'un financement innovant, inclusif et durable. Le délégué a déclaré que les ODD doivent se concentrer: sur les objectifs intermédiaires relatifs à l'eau potable et à l'assainissement; sur la gestion des ressources en eau et l'utilisation efficace des eaux; sur les objectifs intermédiaires de qualité de l'eau et des moyens de mise en œuvre, y compris le financement, le transfert de technologies et le renforcement des capacités.

Le Nicaragua, intervenant également au nom du Brésil, a mis l'accent sur le droit humain à l'eau et à l'assainissement, ainsi que sur le respect de la souveraineté nationale et du droit international. Le délégué a encouragé la détermination de mesures concrètes en faveur des groupes vulnérables, et a indiqué que l'inégalité entre les sexes doit être abordée. Il a cité l'agriculture et les énergies renouvelables comme d'autres secteurs où l'eau est essentielle, déclarant que les ODD doivent stimuler l'utilisation de l'énergie hydrologique. Il a ajouté que le Nicaragua préfère le terme de « coopération dans le domaine de l'eau » au terme « sécurité de l'eau » qui n'est pas agréé à l'échelle internationale. Il a déclaré enfin que les pays en développement ont besoin de financement pour atteindre les objectifs convenus.

La représentante des Pays-Bas a rappelé que, cette année, la Journée mondiale de l'eau et la Consultation de haut niveau sur la question de l'eau dans le Programme de développement de l'après 2015, avaient recommandé un objectif ambitieux et autonome sur la sécurité de l'eau pour tous, assorti d'objectifs intermédiaires axés plutôt sur l'assainissement et d'autres questions en suspens, que sur les défis à venir. Illustrant la réalité des ressources limitées, elle a indiqué que s'il n'y a pas assez d'eau, il n'y aura pas assez d'énergie et, par conséquent, pas assez de croissance et nous ne pourrions pas éliminer la pauvreté. Elle a déclaré que nous devons poursuivre une croissance équitable en utilisant moins d'eau.

Le Danemark a proposé la création d'un objectif ambitieux et des cibles intermédiaires spécifiques intégrant les trois dimensions du développement durable, et cibles SMART qui sont (spécifiques, mesurables, précises, réalistes et réalisables en temps opportun), et le comblement des lacunes dans la réalisation des OMD. Le délégué a également appelé à davantage de travaux sur les interconnexions, a indiqué que le futur cadre doit renforcer les droits, a encouragé une meilleure implication des femmes dans la planification et les infrastructures, et a suggéré d'élargir la portée de la question

de l'eau au-delà de l'eau et de l'assainissement de manière à y intégrer les questions de gestion de l'eau, de la qualité des eaux, de la pollution et d'autres aspects encore.

Le délégué des Emirats Arabes Unis, parlant également au nom de Chypre et de Singapour, a suggéré trois domaines possibles pour les buts et objectifs à atteindre et les indicateurs à utiliser: l'accès à une eau potable et abordable et à l'assainissement; la GIRE et, notamment, la gestion des eaux souterraines; et une meilleure utilisation de l'eau. Il a également suggéré d'utiliser la filière eau-énergie-alimentation pour avancer. Il a proposé de s'appuyer sur l'ODD 7 et de le développer en tant que « minimum absolu ».

La Bolivie, parlant également au nom de l'Equateur et de l'Argentine, a déclaré que l'insuffisance des services d'eau potable et d'assainissement a des effets dangereux sur la faim et la santé. Le délégué a affirmé qu'un ODD sur la « sécurité de l'eau » ôterait une part importante de la problématique de l'eau, et a suggéré le terme de remplacer ce terme par « durabilité de l'eau ». Il a averti que la privatisation des services d'eau et d'assainissement génère des conflits et n'est pas une solution au problème de l'accès à l'eau.

La Colombie, intervenant également au nom du Guatemala, a préconisé une approche modulaire de la structuration des objectifs et cibles intermédiaires des ODD. La représentante a indiqué que cette approche permettrait de renforcer les interconnexions, en intégrant des objectifs transversaux dans le cadre de divers objectifs pertinents. Elle a expliqué que de cette façon, les cibles intermédiaires relevant d'un même objectif peuvent aussi être insérées dans d'autres objectifs. La Colombie a également souligné la nécessité d'une approche concertée globale de partage des eaux.

Le Canada a souligné la nécessité de stratégies holistiques et a encouragé l'examen des interrelations, des relations causales entre les questions et des thèmes généraux issus des discussions du GTCNL. Affirmant le besoin de procéder à une hiérarchisation des problèmes, il a suggéré de se concentrer sur ceux qui ont le plus grand impact sur le développement. Il a également souligné la nécessité d'améliorer les données et paramètres, l'importance des partenariats, et l'impératif de tenir compte des dimensions locales et régionales.

Le Japon a déclaré que l'eau est au cœur du développement durable et a fait état du retard accusé dans la réalisation de l'objectif des OMD consacré à l'assainissement. Précisant que les ODD ne doivent pas faire double emploi avec ce qui est fait dans d'autres instances des Nations Unies, il a souligné la nécessité d'y aborder les questions de la GIRE, de la qualité de l'eau et du traitement et réutilisation des eaux, et de l'assainissement. Il a approuvé l'utilisation d'indicateurs SMART.

Le Bangladesh a souligné que « l'eau c'est la vie » et a fait état du large éventail de questions suscitées par la problématique de l'eau et de l'utilisation abusive et mauvaise gestion de l'eau dans le passé. Le délégué a parlé des défis futurs relatifs à la question de l'eau, de la nécessité d'une approche holistique, de l'importance de la gestion durable de l'eau et de la nécessité de l'accès universel. Il a souligné le rôle de la gestion conjointe

des bassins fluviaux pour les eaux partagées, et l'importance d'aborder les aspects écologiques et économiques de l'eau, à travers la GIRE et des mesures d'économie d'eau.

La République de Corée a souligné la nécessité d'objectifs portant sur: l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène; l'amélioration de la GIRE et de l'utilisation des eaux; et la gestion des eaux usées et la prévention de la pollution. Le délégué a également souligné la nécessité de lutter contre les inégalités, au moyen d'objectifs concrets et la ventilation des données, entre autres, par genre.

Le Népal a déclaré qu'une approche intégrée des objectifs et cibles intermédiaires à atteindre dans le domaine de sur l'eau, doit prendre en compte les pays émergents et les défis et incertitudes futurs, tout en permettant une certaine souplesse pour les contextes régionaux et nationaux. Le délégué a souligné que les problèmes de la qualité de l'eau et de la pollution, y compris l'utilisation de pesticides agricoles, doivent être abordés.

L'Égypte a souligné que la discussion sur les ODD devrait être guidée par la portée accordée aux questions de l'eau dans le document final de Rio+20. Le délégué a mis l'accent sur les dangers posés par la marchandisation et de la pollution de l'eau. Soulignant que les ODD consacrés à la question de l'eau doivent se concentrer sur les moyens de mise en œuvre, il a fait état de l'importance du transfert de technologie et de la création d'infrastructures pour combler les écarts entre les pays.

La France a déclaré que la question de l'eau doit être ancrée dans les engagements internationaux en faveur des droits humains, de la lutte contre le changement climatique, les questions de parité hommes-femmes, le développement durable et la lutte contre les catastrophes naturelles. Au sujet de la notion de « sécurité de l'eau », le délégué a indiqué que garantir l'accès universel à l'eau est parfaitement compréhensible et essentiel, et que la sécurité de l'eau et la gestion intégrée des bassins sont importants pour accroître la productivité.

Le Saint-Siège a appelé à la reconnaissance du droit universel à l'eau potable et à l'assainissement, droit que les pays ont été lents à réaffirmer au cours de la dernière décennie. Estimant qu'une approche fondée sur les droits est nécessaire pour « le respect de nos obligations personnelles, politiques et sociales », il a précisé que l'eau n'est pas une ressource illimitée et qu'elle constitue un système qui appartient à tous.

L'Éthiopie a souligné que des liens doivent être établis entre l'eau et l'éradication de la pauvreté, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, la lutte contre la sécheresse, la santé et l'accès à l'énergie. La représentante a plaidé en faveur d'une gestion efficace des ressources en eau et d'une coopération transfrontière à long terme.

La Palestine a déclaré qu'un objectif particulier consacré à l'eau est une « question vitale et importante », et que tout le monde doit travailler ensemble pour faire en sorte que cet objectif puisse être simple et réalisable. Le délégué a également souligné la nécessité de respecter la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles.

Le Grand groupe social Commerce et Industrie a souligné que l'eau est extrêmement importante pour les entreprises, expliquant que « sans l'eau, il n'y a pas d'affaires et que sans les affaires, les communautés ne fonctionneront pas. » Faisant état de récents sondages révélant la priorité élevée que les entreprises accordent à la question de l'eau, le délégué a souligné la nécessité d'un objectif spécifique consacré à l'eau et à l'assainissement.

Les Grand groupe Autorités locales a fait remarquer que la dimension locale a souvent été mentionnée durant la session, soulignant le rôle des collectivités locales. La représentante a souligné l'importance de la planification intégrée de l'eau dans les villes, mettant l'accent sur la nécessité de renforcer les capacités d'action des villes, et soulignant le besoin à la fois de données et de méthodologies normalisées pour les recueillir.

Le Venezuela a déclaré que l'eau est un bien social et a mis en garde contre sa commercialisation. Il a précisé que l'eau n'est pas un instrument pour faire de l'argent, mais pour la paix, la vie et la coopération.

LE RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS ET LES DÉCLARATIONS DE CLOTURE

Vendredi après-midi, le coprésident Körösi a présenté un résumé des discussions menées durant la session. Soulignant l'engagement actif et éclairé des participants, Körösi a déclaré que l'atmosphère positive qui a régné au cours de la session a été encourageante, les participants explorant les défis, déterminant conjointement les interconnexions, identifiant et hiérarchisant de manière collective, les problèmes, et s'écoutant l'un l'autre. Les Co-présidents ont distribué un résumé, d'une page, des points généraux évoqués durant la réunion à titre d'aide-mémoire, et Körösi a signalé qu'un résumé plus détaillé de la réunion et une liste courante des propositions avancées pour les objectifs et les indicateurs allaient être bientôt disponibles. Il a souligné que la liste courante serait un document vivant, émis au nom des co-présidents.

Körösi a souligné la nécessité d'une vision commune de l'avenir, visant à un changement permettant de traiter l'éradication de la pauvreté et le développement humain pour les générations présentes et futures. Il a fait remarquer la présence d'un sentiment général que les ODD doivent être centrés sur l'être humain et transformateurs, et qu'ils doivent s'appuyer sur les OMD, et aller au-delà.

Körösi a résumé les principaux points soulevés au cours de la réunion. S'agissant des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'agriculture durable et de DESS, il a retracé les interventions reconnaissant l'existence d'interconnexions entre l'alimentation, les eaux et les sols et d'autres objectifs de développement. Il a souligné les appels à la satisfaction des besoins en matière de nutrition, à l'accroissement de la productivité agricole et à l'investissement dans l'agriculture. Körösi a également retracé les interventions axées sur le besoin de soutenir les petits agriculteurs, les femmes, les éleveurs, les peuples autochtones et les pêcheurs. Il a mis en exergue aussi les appels à des mesures visant à remédier à la volatilité des prix alimentaires, et à l'élimination des subventions agricoles dans

les pays industrialisés. Körösi a appelé enfin les interventions sur les causes de l'érosion des sols et la nécessité de la mise en valeur des terres et d'un monde à dégradation des sols neutre.

Au sujet des questions relatives au thème de l'eau et de l'assainissement, Körösi a souligné les appels en faveur de l'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Il a fait état des interventions préconisant l'utilisation d'une approche fondée sur les droits, les questions d'eau et d'assainissement étant, de manière générale, reconnues comme étant des droits humains fondamentaux. Il a résumé les conclusions sur l'interdépendance des thèmes et sur l'importance de l'eau et de l'assainissement pour la réalisation de nombreux objectifs de développement, y compris la santé, la mortalité infantile, la croissance économique et l'éradication de la pauvreté. Il a souligné la nécessité d'aborder: l'accès à l'eau, la qualité et la quantité des eaux, une meilleure gouvernance de l'eau, une meilleure infrastructure et la technologie et l'amélioration de l'utilisation efficace de l'eau. Körösi a également souligné les appels pour une meilleure préparation aux catastrophes naturelles, au besoin d'investissements, à l'accès aux technologies appropriées de traitement, recyclage et réutilisation des eaux, et la nécessité de la GIRE, et la prise en compte des exigences environnementales.

Au cours du débat final qui a suivi la présentation du résumé des coprésidents, les délégués ont évoqué la nécessité de discussions futures sur: les moyens de mise en œuvre, notamment sous forme de séances d'information et d'exposés d'experts; les indicateurs, les données de référence et la génération de données; les objectifs d'universalité et les responsabilités des pays développés; les problèmes de l'industrialisation, la science et la technologie; et les obstacles structurels posés au développement. Nikhil Seth, Directeur, Division du développement durable, DAES, a exhorté les délégués à participer à la « myriade d'activités » générées par le processus de Rio+20, en plus du GTCNL.

Un participant a suggéré que les Etats fassent parvenir aux coprésidents, avant chaque séance, une liste de leurs priorités pour ce qui est des thèmes sélectionnés, aux fins de donner leurs formes aux discussions, et a demandé que les conférenciers fassent circuler leurs documents aux participants à l'avance, si leurs exposés diffèrent des notes techniques de l'équipe d'assistance technique de l'ONU (EAT). Un délégué a demandé que l'EAT insère dans ses notes techniques, des propositions sur les moyens de mise en œuvre, et plusieurs délégués ont exprimé le besoin d'avoir plus de conférenciers issus des pays en développement.

Le co-président Kamau a présenté ses réactions personnelles aux appels des délégués à un examen plus approfondi de la question de financement et des moyens de mise en œuvre, soulignant qu'il appartient aux Etats membres de soumettre ces thèmes dans le débat. Il a appelé à des propositions concrètes sur la façon dont les ODD pourraient être financés et mis en œuvre, par exemple, soit par la fiscalité, soit par des instruments de marché, et a déclaré que le défi à relever par les Etats membres consiste à créer un nouveau modèle de mise en œuvre fondé sur les principes d'équité, d'universalité et de responsabilités communes mais différenciées.

Körösi a clos la session à 17h32.

BREVE ANALYSE DE LA GTCNL-3

OUVERTURE DE LA BOÎTE

En juin 2012, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable a appelé à l'Assemblée générale des Nations Unies à élaborer un ensemble d'objectifs de développement durable qui soient limités en nombre, ambitieux et faciles à communiquer, traitant de l'ensemble des trois dimensions du développement durable de façon équilibrée, et qui soient cohérents avec, et intégrés dans, le programme de développement de l'après-2015. L'établissement du Groupe de travail à composition non limitée, chargé d'élaborer ces objectifs et de parvenir à un accord sur sa composition et programme de travail provisoire, a exigé un effort sérieux qui a laissé certains observateurs non sans une certaine inquiétude, quant à la capacité du Groupe à remplir son mandat intimidant. Maintenant que le GTCNL a tourné son attention vers les questions de fond, le processus ressemble à un puzzle et les participants commencent à retourner les morceaux pour voir ce dont ils disposent pour une future série d'objectifs de développement durable, et l'endroit où ces morceaux doivent être placés.

La troisième session du GTCNL était pour de nombreux participants leur première expérience vécue dans l'une des salles de conférences nouvellement rénovées de l'ONU. La première matinée avait l'air d'un « jamboree », selon les mots du coprésident Macharia Kamau, quelque peu médusé, devant le nombre de collègues arrivant tout juste des capitales. Bien vite, toutefois, avec le démarrage des travaux de la réunion de trois jours, la joie initiale a laissé la place à des efforts ciblés.

Les exposés des groupes d'experts ont suscité une profonde attention aux thèmes sélectionnés. Tout au long de la réunion, cependant, certains participants ont appelé à davantage d'échanges interactifs et à moins de long discours officiel préparés à l'avance. Plusieurs délégués ont également demandé un résumé des travaux de la réunion, établi par les coprésidents, préoccupés qu'ils étaient, par le risque de voir le rapport officiel venir faire pression sur les gouvernements pour l'élaboration de positions officielles, et soucieux de s'assurer que leurs points de vue s'y trouveront reflétés avec exactitude. Ils ont précisé qu'ils ne voulaient pas que le résumé devienne un document négocié. À ce stade dans le puzzle, les délégués voulaient clairement examiner toutes les pièces, déterminer les enjeux et engager des discussions interactives sur les questions de fond.

EXAMEN DES PIÈCES

Le premier ensemble de thèmes, à savoir, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse, mettait en exergue les liens qui existent entre ces thèmes. Un délégué a fait valoir que les interdépendances impliquent des compromis, soulignant que bien que la production alimentaire soit en mesure d'éliminer la faim, si les choses sont « comme d'habitude », ce gain pourrait venir avec des coûts sévères dans d'autres domaines, tels que la qualité des sols et des eaux et la gestion de la pêche, la biodiversité, la pollution et les droits et protections des personnes impliquées. Par conséquent, pour atteindre un progrès à long terme, intersectoriel et irréversible — présenté par plusieurs délégations comme étant l'essence du développement durable

— les ODD doivent établir un équilibre entre les trois dimensions du développement durable. Certaines délégations ont souligné, de manière particulière, les causes économiques et structurelles de la faim, mentionnant les subventions agricoles, la volatilité des prix des produits alimentaires et la privatisation des terres, comme autant de domaines nécessitant une attention particulière. Dans ce cadre, un appui général a été exprimé en faveur de l'objectif, retenu à Rio+20, d'un monde à dégradation des sols neutre, et la nécessité d'une agriculture durable, mais une incertitude demeure quant à la façon de l'intégrer dans les ODD.

S'agissant du deuxième ensemble de thèmes, les participants ont réitéré que l'eau est au cœur du développement durable et que l'assainissement, en particulier, représente l'élément inachevé dans le cadre des OMD. La session du groupe d'experts sur l'eau et l'assainissement a introduit le concept de « sécurité de l'eau », qui s'est révélé une question délicate pour plusieurs pays. Nonobstant les assurances des experts qu'ils ont utilisé le terme dans le sens de sécurisation de l'accès à l'eau et à l'assainissement, les préoccupations ont persisté que sans une définition convenue au niveau international, le terme « sécurité de l'eau » risquait d'être considéré comme faisant valoir l'idée appelant le Conseil de sécurité de l'ONU à intégrer la question de l'eau dans son programme, en faisant ainsi plutôt une question de sécurité qu'une question de développement.

L'accord implicite a été plus facile à réaliser, cependant, sur le besoin de politiques nationales d'investissements ciblés pour un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement. Les participants ont semblé être alignés autour de l'idée que l'eau et l'assainissement méritaient une attention particulière dans le cadre des ODD.

TOUT METTRE ENSEMBLE

Un thème commun durant la GTCNL-3 était la nécessité de prendre en considération les liens intersectoriels de manière à favoriser la coopération interministérielle, au niveau national, ainsi que la coopération au niveau international. Ce débat devrait se poursuivre dans les réunions à venir du GTCNL. Parmi les autres sujets jugés comme nécessitant une poursuite de discussion, il y a lieu de citer l'importance de prendre appui sur les enseignements tirés du processus de réalisation des OMD, les inconvénients de l'approche cloisonnée, et l'éternelle « réinvention de la roue ».

La question des moyens d'exécution sera, elle aussi, le point focal des sessions à venir. Dans ses remarques de clôture, vendredi après-midi, le coprésident Kamau a exhorté les délégués à ne pas aborder les moyens de mise en œuvre dans le vide ou à les reporter à la session de décembre (GTCNL-6), à l'ordre du jour de laquelle ils figurent parmi les thèmes programmés, mais à les examiner dans le cadre de chacun des ensembles de thèmes en cours de discussion, et à être précis sur les voies et manières de les obtenir.

A la fin de la réunion, plusieurs participants étaient prudemment optimistes que ce processus avait le potentiel de définir enfin et d'opérationnaliser le développement durable. D'autres, cependant, ont mis en garde qu'il est encore tôt pour se prononcer et que la réussite est encore loin d'être certaine. La GTCNL-3 a été un pas dans la bonne direction, mais cinq autres sessions restent encore à tenir durant lesquelles les participants continueront à examiner et à placer les pièces du puzzle avant le démarrage des négociations et la reconstitution du puzzle des ODD.

REUNIONS A VENIR

Réunion régionale arabe sur l'application des résultats de Rio+20: La RRA arabe discutera des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et leurs implications pour le programme de développement durable dans la région arabe. La réunion est organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. **dates:** 29-30 mai 2013 **lieu:** Dubaï, EAU **contacts:** Reem Nejdawi ou Rita Wehbé, ESCWA Secretariat **téléphone:** +961-1-978 578 ou +961-1-978-513 **télécopie:** +961-1-981 510/511/512 **courriels:** nejdawi@un.org ou wehbe@un.org **www:** <http://www.escwa.un.org/information/meetingdetails.asp?referenceNum=2044E>

Conférence internationale du Travail: La 102^e session de cette conférence est organisée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et comprendra la présentation d'un document et un débat général sur le thème « Le développement durable, le travail décent et les emplois verts »: **dates:** 5-20 juin 2013 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Official Relations Branch, OIT **téléphone:** +41-22-799-8944 **télécopie:** +41-22-799-7732 **courriel:** RELOFF@ilo.org **www:** <http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/102/lang--en/index.htm>

Conférence de haut niveau des pays à revenu intermédiaire: La conférence vise à créer une plate-forme pour l'échange des données et l'établissement de connexions par les pays à revenu intermédiaire. Elle élaborera un plan d'action commun et une déclaration destinée à alimenter le débat sur le programme de développement de l'après-2015 et à faciliter les structures du réseau de gouvernance pour le partage des connaissances. La conférence sera accueillie et organisée par le gouvernement du Costa Rica et sera modérée par l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), sur les réseaux pour la prospérité. **dates:** 12-14 juin 2013 **lieu:** San José, Costa Rica **téléphone:** +43-1-26026-0 **télécopie:** +43-1-2692669 **courriel:** MIC-Conference@unido.org **www:** <http://micconference.org/conference/>

Quatrième session du Groupe de travail ouvert de l'AGNU sur les objectifs de développement durable: La quatrième session du Groupe de travail à composition ouverte mettra l'accent sur l'emploi et le travail décent pour tous; la protection sociale, la jeunesse, l'éducation et la culture; et, la santé et la dynamique démographique. **dates:** 17-19 juin 2013 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1636>

20^e session de la Commission du développement durable et première réunion du Forum politique de haut niveau: La 20^e et dernière session de la Commission du développement durable (CDD 20) aura lieu dans la foulée de la première réunion du Forum politique de haut niveau (FPHN). **dates:** septembre 2013 (tentative) **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1211>

Réunion extraordinaire de l'AGNU sur le suivi des efforts déployés pour la réalisation des OMD: L'Assemblée générale des Nations Unies tiendra cette réunion d'une journée au cours de la 68^{ème} session de l'AGNU. Elle sera, pour les dirigeants

présents, l'occasion d'identifier les mesures pour compléter le processus des OMD et de fournir des orientations sur les priorités. **date:** 25 septembre 2013 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** Saijin Zhang **téléphone:** +1-212-963-2336 (General Assembly Affairs), +1-212-963-7172 (Protocol and Liaison) **télécopie:** +1-212-963-1921 **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/67schedule.shtml>

Premier Forum annuel sur la mise en œuvre du développement durable: Le Bureau des Nations Unies pour le Développement Durable (UNOSD) sera l'hôte du premier Forum annuel sur la mise en œuvre du développement durable (SDIF), qui vise à servir de plate-forme mondiale pour le partage des bonnes pratiques dans la formulation et la mise en œuvre de programmes de développement durable, l'examen de l'impact et le tracé de voies nouvelles améliorées pour la mise en œuvre du développement durable. Le programme du SDIF annuel comprendra également des sujets consacrés: à l'intensification de la mise en œuvre; à l'élaboration de solutions efficaces pour faire face aux contraintes et défis posés à la mise en œuvre; à l'examen des questions émergentes dans le contexte de la planification et de la mise en œuvre; à la promotion de l'interface science-politique-pratique pour assurer la transition vers le développement durable; et à la promotion et facilitation des partenariats, ainsi qu'à l'édification de communautés de bonnes pratiques. **dates:** 5-7 novembre 2013 (tentative) **lieu:** Incheon, République de Corée **contact:** SDIF Secretariat, UNOSD **téléphone:** +82-32-822-9088 **télécopie:** +82-32-822-9089 **courriel:** unosd@un.org **www:** <http://www.unosd.org/index.php?page=view&type=13&nr=16&menu=177>

Cinquième session du Groupe de travail ouvert de l'AGNU sur les objectifs du développement durable: La cinquième session du GTCNL mettra l'accent sur la croissance économique durable et inclusive, sur les questions de politique macroéconomique (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette extérieure), sur le développement des infrastructures, et sur l'énergie. **dates:** 25-27 novembre 2013 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Sixième session du Groupe de travail ouvert de l'AGNU sur les objectifs de développement durable: La sixième session du GTCNL mettra l'accent sur les moyens de mise en œuvre; le partenariat mondial pour le développement durable; les besoins des pays en situation particulière; les pays africains; les PMA; les pays en développement sans littoral; les PEID ainsi que les pays à revenu intermédiaire, confrontés à des défis particuliers, et les droits humains, le droit au développement, et la gouvernance mondiale. **dates:** 9-13 décembre 2013 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Septième session du Groupe de travail ouvert de l'AGNU sur les objectifs du développement durable: La septième session du GTCNL mettra l'accent sur les villes durables et

les établissements humains, le transport durable, les modes durables de consommation et de production (y compris les produits chimiques et les déchets) et le changement climatique et la présentation des risques de catastrophe. **dates:** 6-10 janvier 2014 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Huitième session du Groupe de travail ouvert de l'AGNU sur les objectifs du développement durable: La huitième session du GTCNL mettra l'accent sur les océans et les mers, les forêts, la biodiversité, la promotion de l'égalité, y compris l'équité sociale, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et la prévention des conflits, la consolidation de la paix durant les périodes post-conflit et la promotion de la paix durable, la primauté du droit et la bonne gouvernance. **dates:** 3-7 février 2014 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

GLOSSAIRE

CARICOM	Communauté des Caraïbes
DESA	Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies
DESS	Désertification, Erosion des sols et Sécheresse
PAI	Programme d'action d'Istanbul
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PMA	Pays les moins avancés
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
GTCNL	Groupe de travail à composition non limitée
PEIDP	Petits Etats insulaires en développement du Pacifique
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits Etats insulaires en développement
EAT	Equipe d'assistance technique de l'ONU
CLD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
AGNU	Assemblée générale de l'ONU